

BULLETIN DES LOIS
DU
ROYAUME DE WESTPHALIE.

1810.

N° 51.

Gesetz = Bulletin
des
Königreichs Westphalen.

Nro. 51.

Tome III. An 1810.

BULLETIN DES LOIS.N^o 51.

(N^o 185.) *DÉCRET ROYAL* du 30 décembre 1810, portant promulgation d'une Convention passée entre S. M. le Roi de Westphalie et S. A. R. le Grand-Duc de Hesse.

JÉROME NAPOLEON, PAR LA GRACE DE DIEU ET LES CONSTITUTIONS, ROI DE WESTPHALIE, PRINCE FRANÇAIS, etc.

La Convention dont la teneur suit, conclue à Darmstadt le 6 novembre de la présente année, et dont les ratifications ont été échangées, sera promulguée et exécutée comme les lois de l'Etat, et insérée au bulletin des lois.

Donné en notre Palais royal à Cassel, le 30 décembre 1810, de notre règne la quatrième année.

Signé, **JÉROME NAPOLEON.**

Par le Roi.

Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, **COMTE DE FÜRSTENSTEIN.**

CONVENTION.

SA Majesté le Roi de Westphalie, Prince Français, et Son Altesse Royale, le Grand-Duc de Hesse,

Gesetz = Bulletin.N^{ro}. 51.

(N^o 185.) Königliches Decret vom 30sten December 1810, wodurch die Promulgation einer Convention zwischen Sr. Majestät dem Könige von Westphalen und Sr. Königlichen Hoheit dem Großherzoge von Hessen verordnet wird.

Wir Hieronymus Napoleon, von Gottes Gnaden und durch die Constitutionen König von Westphalen, französischer Prinz &c. &c.

Nachstehende Convention, welche am 6ten November dieses Jahres zu Darmstadt abgeschlossen ist, und deren Ratifikationen gegen einander ausgewechselt sind, soll nach Art der Gesetze des Staates promulgirt und zur Vollziehung gebracht, auch in das Gesetzbülletin eingerückt werden.

Gegeben in Unserem königlichen Pallaste zu Cassel, am 30sten December 1810, im vierten Jahre Unserer Regierung.

Unterscrieben, **Hieronymus Napoleon.**

Auf Befehl des Königs.

Der Minister Staats-Secretair,
Unterscrieben, **Graf von Fürstenstein.**

Convention.

Seine Majestät, der König von Westphalen, Französischer Prinz, und Seine Königliche Hoheit,

animés d'un égal désir de resserrer et de consolider de plus en plus les liens d'amitié et de bon voisinage qui existent si heureusement entre eux, ont résolu de conclure une Convention pour l'extradition réciproque des déserteurs, conscrits réfractaires et malfaiteurs qui se réfugierient de l'un des deux Etats sur le territoire de l'autre, et pour régler les transports militaires, le passage des troupes en tems de paix, les escortes des diligences et autres objets semblables.

A cet effet, les hautes parties contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le Roi de Westphalie, M. *Siméon*, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, et près S. A. R. le Prince-Primat, Grand-Duc de Francfort;

Et S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, M. le baron de *Lichtenberg*, son référendaire intime d'Etat, chargé du département des relations extérieures;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans, sauf l'approbation de leurs Souverains.

TITRE PREMIER.

Des Déserteurs.

ART. 1^{er}. Tout individu engagé au service militaire, et tout employé dans le train d'artillerie, ou dans les charrois, des hautes parties contractantes,

der Groß-Herzog von Hessen, von gleichem Wunsche befehlet, die zwischen Ihnen so glücklich bestehenden Bande der Freundschaft und guten Nachbarschaft noch enger zu knüpfen und stets mehr zu befestigen, haben beschlossen, wegen wechselseitiger Auslieferung der Deserteurs, widerspenstigen Conscriten und Missethäter, die sich aus einem der beiden Staaten auf das Gebiet des andern flüchten würden, wie auch, um wegen der Militär-Transporte, des Truppen-Marsches in Friedenszeiten, der Bedeckungen der Diligencen und anderer ähnlicher Gegenstände das Nöthige festzusetzen, eine Uebereinkunft abzuschließen.

Zu diesem Ende haben die hohen contrahirenden Theile zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Se. M. der König von Westphalen, den Herrn *Siméon*, Ihren außerordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei Sr. K. H. dem Großherzoge von Hessen, und bei Sr. K. H. dem Fürsten Primas, Großherzoge von Frankfurt;

und Se. K. H. der Großherzog von Hessen, den Herrn Freiherrn von *Lichtenberg*, Ihren Geheimen Staats-Referendar für das Departement der auswärtigen Verhältnisse;

Welche, nach gescheshener Auswechselung ihrer gegenseitigen Vollmachten, unter vorbehaltener Genehmigung ihrer Souverains, über folgende Artikel übereingekommen sind.

Erster Titel.

Von den Deserteurs.

Art. 1. Jedes im Kriegsdienste stehende Individuum, wie auch jeder beim Artillerie-Zuge oder bei dem Fuhrwesen der hohen contrahirenden Theile

qui désertera , sera de suite arrêté avec ses armes , chevaux , bagages et équipemens par les autorités civiles ou militaires de la puissance dans les Etats de laquelle il aura cherché un asile , pour être livré , sans qu'il soit besoin de réquisition , à celle dont il aura abandonné le service.

ART. 2. Les domestiques des officiers , les ouvriers ou autres employés au service militaire seront , à la première réclamation des régimens ou des autorités civiles et militaires compétentes , arrêtés et restitués avec les chevaux et les effets qu'ils auraient dérobés.

ART. 3. Les déserteurs des hautes parties contractantes , qui , après avoir reçu asilé dans le pays , ou pris du service dans l'armée d'une tierce puissance , viendraient à se réfugier dans l'un des deux Etats , seront de suite arrêtés et livrés , ainsi qu'il est dit ci-dessus , à celle des deux puissances du service de laquelle ils avaient originairement déserté , à moins que , par suite de convention déjà existante , la puissance sous l'empire de laquelle l'arrestation aura été faite , ne soit tenue de les rendre à l'Etat d'où ils ont , en dernier lieu , déserté.

ART. 4. Toutes les autorités civiles et militaires voisines des frontières des deux Etats , veilleront avec la plus grande exactitude , et concourront par tous les moyens en leur pouvoir à l'arrestation de tous déserteurs qui se présenteront , et les livreront de suite , avec les armes , chevaux , bagages et équipemens , dont ils auront été trouvés saisis , à la plus voisine autorité civile ou militaire du pays d'où ils auront déserté.

Angestellte , soll , wenn er desertirt , sofort nebst seinen Waffen , Pferden , Gepäck , und Bekleidung , durch die Civil- oder Militärbehörden derjenigen Macht , in deren Staaten er eine Zuflucht gesucht hat , arretirt werden , um ihn , ohne daß es einer Requisition bedürfe , an die andere Macht , deren Dienst er verlassen hat , auszuliefern.

Art. 2. Die Bedienten der Officiere , die zum Kriegsdienste gehörigen Werkleute , oder sonst dabei Angestellten , sollen auf die erste Reclamation der Regimenter , oder der competenten Civil- und Militär- Behörden arretirt , und nebst den von ihnen etwa entwandten Pferden und Effecten zurückgeliefert werden.

Art. 3. Die Deserteurs der hohen contrahirenden Theile , welche in dem Lande einer dritten Macht eine Freistatt erhalten , oder in deren Armee Dienste genommen hätten , und sich nach der Hand in einen der beiden Staaten flüchten würden , sollen sofort verhaftet , und so , wie oben gesagt ist , an diejenige der beiden Mächte , deren Dienst sie zuerst entlaufen waren , ausgeliefert werden , vorausgesetzt , daß nicht die Macht , unter deren Gothmäßigkeit die Verhaftung geschieht , in Folge einer schon bestehenden Uebereinkunft gehalten wäre , sie an den Staat , aus welchem sie zuletzt desertirt sind , zurückzugeben.

Art. 4. Alle Civil- und Militärbehörden an den Gränzen der beiden Mächte , sollen auf das etwaige Erscheinen aller Deserteurs die wachsamste Aufmerksamkeit richten , durch alle ihnen zu Gebote stehende Mittel zur Verhaftung derselben beitragen , und sie hiernächst , nebst den Waffen , Pferden , Gepäck und Bekleidung , womit sie ergriffen worden , an die nächste Civil- oder Militärbehörde des Landes , aus welchem sie desertirt sind , ausliefern.

Si cette extradition ne peut avoir lieu sur-le-champ, elle devra être offerte de suite, et lesdites autorités se concerteront sur le moment et la manière dont elle devra s'effectuer.

ART. 5. Tout individu qui aura recélé ou aidé un déserteur dans sa fuite, sera poursuivi et puni conformément aux lois de son pays; si contre toute attente, un officier au service de l'une des hautes parties contractantes oubliait son devoir jusqu'à engager ou receler sciemment un déserteur du service de l'autre puissance, il pourra, outre les peines prononcées par les lois, être cassé et renvoyé du service.

Il est défendu, à quelque personne que ce soit, d'acheter les armes, chevaux, bagages et équipemens d'un déserteur. Lesdits effets seront saisis par-tout où ils se trouveront, et rendus sans indemnité; et dans le cas où l'acheteur en aurait disposé, il en payera la valeur, et sera en outre puni comme recéleur d'un vol, s'il est prouvé qu'il savait que le vendeur était déserteur.

ART. 6. Les armes, chevaux, bagages et équipemens emportés par un déserteur, seront saisis par-tout où on les trouvera, et restitués au corps auquel appartient le déserteur. Pour assurer d'autant mieux les moyens d'effectuer cette saisie, tout déserteur sera, à l'instant même de son arrestation, interrogé sur ce qu'il avait emporté avec lui, sur l'endroit où il a déposé ses armes, chevaux, bagages et équipemens, ou sur les personnes auxquelles

Wenn diese Auslieferung nicht auf der Stelle geschehen kann, so soll man sich sogleich dazu erbieten, und die besagten Behörden werden sich wegen des Zeitpunkts und der Vollziehungsart derselben benehmen.

Art. 5. Jeder, der einen Deserteur verheimlicht, oder ihm auf seiner Flucht behülflich ist, soll deshalb belangt, und in Gemäßheit der Gesetze seines Landes bestraft werden. Wenn gegen alle Erwartung ein Officier im Dienste eines der hohen contrahirenden Theile seine Pflicht so weit vergäße, wissentlich einen Deserteur aus dem Dienste der andern Macht anzuwerben, oder zu verbergen, so soll er, außer den durch die Gesetze ausgesprochenen Strafen, cassirt und aus dem Dienste fortgeschafft werden können.

Jedem ohne Ausnahme ist es verboten, die Waffen, Pferde, Gepäc und Bekleidung eines Deserteurs an sich zu kaufen. Die besagten Effecten sollen überall, wo man sie findet, in Beschlag genommen und ohne Entschädigung zurückgegeben werden, und in dem Falle, daß der Käufer darüber anderweit verfügt hätte, soll er den Werth bezahlen und überdies als Hehler eines Diebstahls bestraft werden, wenn er erweislich Kenntniß davon hatte, daß der Verkäufer ein Deserteur war.

Art. 6. Die von einem Deserteur mitgenommenen Waffen, Pferde, Gepäc und Kleidungsstücke sollen überall, wo man sie findet, in Beschlag genommen und dem Corps, zu welchem der Deserteur gehört, zurückgestellt werden. Um desto besser die Mittel zur Ausführung dieser Beschlagnahme zu sichern, soll jeder Deserteur, gleich bei seiner Verhaftung über das, was er mit sich fortgeführt, über den Ort, wo er seine Waffen, Pferde, Gepäc, und Bekleidung hingebracht, oder über die Personen,

il les aurait vendus. Il sera dressé un procès-verbal de cet interrogatoire, et les autorités qui auront fait l'arrestation devront de suite, et sous leur responsabilité, faire les perquisitions et démarches nécessaires pour opérer le recouvrement desdits effets.

ART. 7. Il est alloué une récompense de 12 fr. pour être distribués aux personnes qui auront arrêté un déserteur, ou facilité à l'autorité compétente les moyens de l'arrêter.

Cette somme sera avancée par les autorités civiles ou militaires qui auront été saisies de la personne du déserteur.

ART. 8. L'entretien d'un déserteur est fixé, dès le jour de son arrestation jusqu'à celui de son extradition, à 30 cent. par jour, et pour un cheval à 6 livres d'avoine, 8 livres de foin et 3 livres de paille par jour. Ces objets seront taxés d'après le prix courant du lieu de l'arrestation, et le montant des dépenses sera soldé sur le mémoire exact qui en sera fourni.

ART. 9. L'extradition des déserteurs devra se faire dans les quinze jours au plus tard de l'avis qui aura été donné de l'arrestation, et faute par la puissance de reprendre son déserteur dans ledit délai, celle dans les États de laquelle il aura été arrêté pourra en disposer, ainsi que de ses armes, chevaux, bagages et équipemens.

Le remboursement de la récompense et des frais fixés par les articles ci-dessus, se fera à l'instant même de l'extradition. Il en sera donné quittance

an welche er selbige etwa verkauft hat, abgehört werden. Es soll über dieses Verhör ein Protokoll aufgenommen werden, und die Behörden, welche die Arrestation bewirkten, haben sofort und unter ihrer Verantwortlichkeit, zur Wiedererlangung der besagten Effecten die nöthigen Nachforschungen und Schritte zu machen.

Art. 7. Es wird eine Belohnung von zwölf Franken zur Austheilung an diejenigen Personen bewilligt, welche einen Deserteur verhaftet, oder der competenten Behörde die Mittel zu dessen Verhaftung erleichtert haben werden.

Diese Summe ist von den Civil- oder Militär-Behörden vorzuschießen, die sich der Person des Deserteurs bemächtigt haben.

Art. 8. Der Unterhalt eines Deserteurs wird, vom Tage seiner Verhaftung an, bis zu dem seiner Auslieferung, auf täglich 30 Centimen festgesetzt, und für ein Pferd auf täglich sechs Pfund Hafer, acht Pfund Heu, und drei Pfund Stroh.

Diese Gegenstände sollen nach dem am Orte der Verhaftung geltenden Preise geschätzt, und der Betrag der Ausgaben soll nach dem hierüber genau aufzustellenden Verzeichnisse baar vergütet werden.

Art. 9. Die Auslieferung der Deserteurs soll spätestens vierzehn Tage nach der über die Verhaftnahme gegebenen Benachrichtigung geschehen, und wenn die eine Macht es unterließe, ihren Deserteur in der besagten Zeitfrist zurückzunehmen, so soll die andere, in deren Staaten er verhaftet worden, befugt seyn, über ihn sowohl als über seine Waffen, Pferde, Gepäck und Bekleidung zu verfügen.

Der Wiederersatz der Belohnung und der durch vorstehenden Artikel festgesetzten Kosten soll gleich bei der Auslieferung geschehen. Die Person, welche diese

par la personne qui recevra, laquelle retirera un certificat de la remise du déserteur et des armes, chevaux, bagages et équipemens qui auront été retrouvés.

ART. 10. Il ne pourra, dans aucun cas et sous quelque prétexte que ce soit, être demandé ni alloué aucuns autres frais que ceux spécifiés ci-dessus, quand même le déserteur aurait reçu quelque argent ou occasionné des dépenses extraordinaires pour son arrestation ou son transport aux frontières. Chacune des hautes parties contractantes prendra les mesures qu'elle croira convenables pour subvenir à ces faux frais.

ART. 11. Sont considérés comme déserteurs, et comme tels soumis à l'application des dispositions ci-dessus, les conscrits ou les autres individus qui, pour se soustraire aux lois qui les obligent au service militaire, se seraient réfugiés dans les Etats de l'autre puissance.

ART. 12. Les autorités civiles et militaires des deux Etats seront tenues de satisfaire à toutes réquisitions, et de prêter aide et assistance aux personnes porteurs d'un ordre en règle pour la poursuite et arrestation d'un déserteur. Ceux envoyés à cette poursuite au-delà des frontières, ne pourront excéder le nombre de deux; ils devront se borner à une simple réquisition aux autorités locales, et ne se porter à aucun acte de violence envers le déserteur.

ART. 13. Si un déserteur s'est rendu auteur ou complice d'un crime dans le pays où il se sera réfugié, il pourra être jugé et puni suivant les lois de

Gelder in Empfang nimmt, hat darüber eine Bescheinigung auszustellen, und soll dagegen ein schriftliches Zeugniß, daß der Deserteur nebst den etwa wieder gefundenen Waffen, Pferden, Gepäc und Kleidungsstücken übergeben worden sey, zurückerhalten.

Art. 10. In keinem Falle und unter keinerlei Vorwände sollen andere Kosten weder verlangt noch zugestanden werden können, als die hier oben namentlich angeführten, auch selbst wenn der Deserteur einiges Geld erhalten, oder wegen seiner Verhaftnehmung, oder wegen seines Transportes an die Gränzen ungewöhnliche Ausgaben verursacht hätte.

Ein jeder der beiden hohen contrahirenden Theile wird die dienlich findenden Maaßregeln ergreifen, um diese Nebenkosten zu bestreiten.

Art. 11. Werden als Deserteurs angesehen, und sind als solche der Anwendung obiger Bestimmungen unterworfen, die Conscripten, oder diejenigen andern Individuen, welche, um sich den Gesetzen zu entziehen, die sie zum Militärdienste verpflichten, sich in die Staaten der andern Macht geflüchtet haben würden.

Art. 12. Die Civil- oder Militärbehörden beider Staaten sollen in Bezug auf die Verfolgung und Arrestation eines Deserteurs gehalten seyn, allen desfallsigen Requisitionen Genüge zu leisten und diejenigen Personen, welche hierunter einen ordnungsmäßigen schriftlichen Befehl vorzeigen können, Hülfe und Beistand zu gewähren. Diejenigen, welche zu dieser Verfolgung über die Gränzen hinausgeschickt werden, dürfen nicht mehr als zwei Mann betragen. Sie sollen sich auf ein bloßes Ansuchen bei den Ortsbehörden beschränken, und sich keine gewaltthätige Handlung gegen den Deserteur erlauben.

Art. 13. Wenn ein Deserteur sich in dem Lande, wohin er sich geflüchtet, zum Anstifter oder Mitschuldigen eines Verbrechens gemacht hat, so soll er nach

ce pays. Dans ce cas son extradition ne pourra avoir lieu qu'après qu'il aura subi la peine à laquelle il aura été condamné; néanmoins la puissance dans les Etats de laquelle l'arrestation aura été faite, devra restituer les armes, chevaux, bagages et équipemens emportés, aussitôt qu'ils deviendront inutiles à la poursuite du procès.

ART. 14. Aucun sujet de l'une des deux puissances ne pourra entrer, ni être engagé au service militaire de l'autre, sans une autorisation spéciale de son Souverain. Cependant ceux qui se trouveront engagés au moment de la signature de la présente convention, auront le libre choix de retourner dans leur patrie, ou de rester au service où ils sont engagés. En conséquence ceux qui voudront quitter le service pour rentrer dans leur patrie, devront en faire la déclaration précise dans les trois mois, au plus tard, après la publication de la présente convention, et il leur sera délivré un congé absolu; et faute de faire cette déclaration et ledit délai expiré, ils devront continuer leur service conformément aux lois de l'Etat qu'ils servent, à peine d'être réputés déserteurs.

TITRE II.

Des prévenus de délits et condamnés.

ART. 15. Tous prévenus de délits commis dans les Etats de l'une des deux hautes parties contrac-

den Gesetzen dieses Landes gerichtet und bestraft werden können. In diesem Falle kann seine Auslieferung nur dann statt haben, wenn er die Strafe, wozu er verurtheilt worden ist, überstanden hat; dennoch aber soll die Macht, in deren Staaten die Verhaftung geschehen ist, die mitgenommenen Waffen, Pferde, Gepäck, und Kleidungsstücke sobald zurückliefern, als sie bei Fortsetzung des gerichtlichen Verfahrens von keinem weitem Nutzen sind.

Art. 14. Kein Unterthan einer der beiden Mächte darf, ohne besondere Autorisation seines Souverains, in den Kriegsdienst der andern treten, noch auch dafür angeworben werden.

Diejenigen indessen, welche im Augenblicke der Unterzeichnung gegenwärtiger Uebereinkunft in solchen Dienstverhältnissen stehen, sollen die freie Wahl haben, entweder in ihr Vaterland zurückzukehren, oder in ihrem bisherigen Dienste zu verbleiben.

Es haben demnach diejenigen, welche den Dienst verlassen wollen, um in ihr Vaterland zurückzukehren, spätestens in drei Monaten nach öffentlicher Bekanntmachung gegenwärtiger Uebereinkunft, hierüber eine bestimmte Erklärung abzugeben, und es wird ihnen ein unbedingter Abschied ausgesetzt werden. Ermangeln sie diese Erklärung zu thun, und ist die besagte Frist abgelaufen, so müssen sie in Gemäßheit der Gesetze des Staats, dem sie dienen, bei Strafe, als Deserteurs angesehen zu werden, ihren Dienst fortsetzen.

Titel 2.

Von den wegen Verbrechen Angeklagten, und von den Verurtheilten.

Art. 15. Jeder der beschuldigt wird, in den Staaten eines der beiden hohen contrahirenden Theile

tantes, et tous condamnés qui, pour se soustraire aux poursuites dirigées contre eux, se seraient réfugiés sur le territoire de l'autre, y seront, à la première réquisition de l'autorité compétente, arrêtés avec les effets dont ils seront porteurs, par les autorités civiles ou militaires du lieu où ils se trouveront, et livrés de suite à l'autorité réclamante avec les effets saisis.

ART. 16. Si l'individu réclamé est accusé ou déjà condamné dans le pays où il se sera réfugié pour délits pareils, ou plus graves que ceux pour lesquels il est réclamé, on ne sera pas obligé de le livrer. On lui fera son procès, et il subira sa peine suivant les lois du pays où il se trouve. Mais si cet individu était jugé innocent, ou si, condamné, il a subi sa peine, ou a été amnistié, il devra alors être remis au Gouvernement qui l'aura réclamé, pour être jugé et puni à raison des délits commis sur le territoire de la puissance réclamante.

ART. 17. L'arrestation et l'extradition se feront, à l'égard des prévenus de délits, sur le vu du mandat des officiers de justice de la puissance réclamante, et à l'égard des condamnés sur le vu du jugement rendu contre eux.

ART. 18. Afin d'éviter tous retards préjudiciables à la recherche et à la poursuite des délits, les tribunaux, juges et officiers publics des deux Etats pourront correspondre entre eux; mais lorsque l'arrestation aura eu lieu, les ordres pour l'extra-

Verbrechen begangen zu haben, und jeder Verurtheilte, welcher, um sich den gegen ihn gerichteten gerichtlichen Verfolgungen zu entziehen, auf das Gebiet des andern flüchtet, soll daselbst auf die erste Requisition der competenten Behörde, nebst den bei sich habenden Effecten, durch die Civil- oder Militairbehörden des Orts, wo man ihn findet, in Verhaft genommen, und sogleich mit den ergriffenen Effecten an die reclamirende Behörde abgeliefert werden.

Art. 16. Wenn das reclamirte Individuum in dem Lande, wohin es sich geflüchtet, wegen Verbrechen angeklagt, oder schon verurtheilt worden ist, die von gleicher Strafbarkeit oder schwerer als diejenigen sind, wegen welcher man es zurückfordert, so soll man nicht schuldig seyn, es auszuliefern. Man wird ihm seinen Proceß machen, und es wird nach den Gesetzen des Landes, wo es sich befindet, seine Strafe leiden. Wenn aber eine solche Person für unschuldig erklärt, oder wenn sie, verurtheilt, ihre Strafe ausgehalten, oder begnadigt worden wäre, so soll dieselbe hierauf dem Gouvernement, das sie zurückbegehrt, übergeben werden, um sie wegen der auf dem Gebiete der reclamirenden Macht begangenen Verbrechen zu richten, oder zu bestrafen.

Art. 17. Die Verhaftnahme und Auslieferung sollen rücksichtlich der, wegen Verbrechen Angeklagten, auf Vorzeigung des Mandats der Justizbeamten der reclamirenden Macht, und rücksichtlich der Verurtheilten, auf Vorzeigung des gegen sie ergangenen Urtheils geschehen.

Art. 18. Um alle der Nachforschung und gerichtlichen Verfolgung von Verbrechen nachtheiligen Zögerungen zu vermeiden, sollen die Gerichtshöfe, Richter und Beamten der beiden Staaten mit einander correspondiren können. Wenn aber die Verhaftung statt gefunden hat, so müssen die Befehle zur Aus-

dition devront être donnés par les gouvernemens qui s'entendront à cet effet.

ART. 19. Dans le cas où un délit commis hors des deux Etats donnerait lieu à des poursuites contre le prévenu, le gouvernement dans les Etats duquel se poursuivra l'instance pourra, si le prévenu est son sujet, le réclamer, comme il est dit ci-dessus, auprès des autorités du pays où il se serait réfugié.

ART. 20. L'extradition ne pourra être exigée qu'autant que le prévenu ou condamné serait sujet du gouvernement qui le réclame, ou étranger aux deux Etats. S'il est sujet du gouvernement auprès duquel on le réclame, il ne sera pas livré, mais il sera poursuivi, arrêté, jugé et puni suivant les lois et par les autorités de son pays, comme si le délit y avait été commis.

ART. 21. Si les voleurs arrêtés sont trouvés saisis des effets volés, on restituera promptement et sans frais lesdits effets à la personne à qui ils appartiennent ou chez laquelle ils auront été volés, après toutefois que l'usage nécessaire pour la conviction du coupable en aura été faite.

ART. 22. Tous les effets et pièces pouvant servir à constater le délit, seront livrés avec les prévenus. Les actes de procédure faits avant l'extradition seront communiqués, et à toutes réquisitions il en sera délivré copie sans autres frais que le salaire des écritures.

lieferung durch die Gouvernements, die sich hierüber zu verständigen haben, erlassen werden.

Art. 19. In dem Falle daß ein außerhalb beider Staaten begangenes Verbrechen gerichtliche Verfolgungen gegen den Angeschuldigten veranlaßt, so soll das Gouvernement, in dessen Staaten die Klage betrieben wird, wenn der Beschuldigte sein Unterthan ist, ihn, wie oben gesagt worden, bei den Behörden des Landes, wohin er sich flüchtete, zurück verlangen können.

Art. 20. Die Auslieferung soll nur in so weit verlangt werden können, als der Angeklagte oder Verurtheilte Unterthan des Gouvernements, das ihn reclamirt, oder Fremdling in beiden Staaten ist.

Ist er Unterthan des Gouvernements, bei welchem man ihn zurückbegehrt, so soll er nicht abgeliefert, sondern gerichtlich verfolgt, in Verhaft genommen, und nach den Gesetzen und durch die Behörden seines Landes eben so gerichtet und bestraft werden, als wäre das Verbrechen dort begangen worden.

Art. 21. Wenn die in Verhaft genommenen Diebe mit den gestohlenen Effecten ergriffen werden, so soll man unverzüglich und kostenfrei die besagten Effecten der Person welcher sie gehören, oder wo sie gestohlen worden, wieder zustellen; vorausgesetzt jedoch, daß davon zuvor, zur Lieberführung des Strafbaren, der nöthige Gebrauch gemacht worden sey.

Art. 22. Alle Effecten und Stücke, die dazu dienen können, das Verbrechen zu bestätigen, sollen mit dem Angeklagten abgeliefert werden. Die vor der Auslieferung verhandelten gerichtlichen Acten sollen mitgetheilt, und auf jede Requisition, Copie davon, ohne weitere Kosten als die Schreibgebühren, verabfolgt werden.

TITRE III.

Des Vagabonds et Gens sans aveu.

ART. 23. Les vagabonds et gens sans aveu continueront à être arrêtés dans les deux Etats. Ceux nés sous la domination des hautes parties contractantes seront respectivement livrés aux autorités de leur pays les plus voisines du lieu de l'arrestation, afin qu'il soit pris à leur égard les mesures nécessaires pour les empêcher de se livrer au vagabondage.

Ceux natis d'un pays dont la route directe, à partir du lieu de leur arrestation, serait à travers l'autre Etat, devront être conduits jusqu'à la frontière, et livrés à l'autorité la plus voisine, pour être conduits par la force armée hors des frontières dudit Etat.

ART. 24. Sont considérés comme vagabonds et gens sans aveu :

1° Tous ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance, ni métier, ni profession qu'ils exercent actuellement, ni passeports valables;

2° Tout mendiant travesti, ou feignant une maladie, ou prenant un nom supposé, ou porteur d'armes, encore qu'il n'en ait usé ni menacé, s'il ne peut produire une permission légitime d'en porter, ou muni de limes et crochets, ou autres instrumens propres, soit à commettre des vols ou autres

Titel 3.

Von den Landstreichern und den Leuten, die sich nicht gehörig ausweisen können.

Art. 23. Die Landstreicher und Leute, welche sich nicht gehörig ausweisen können, sollen in beiden Staaten nach wie vor in Verhaft genommen werden. Diejenigen, welche in den Landen unter der Herrschaft der hohen contrahirenden Theile geboren worden sind, sollen wechselseitig an die dem Verhaftungsorte am nächsten seyndenden Behörden ihres Landes ausgeliefert werden, damit in Ansehung ihrer die nöthigen Maaßregeln getroffen werden können, daß sie sich nicht ferner dem umherschweifenden Leben ergeben.

Diejenigen welche aus einem Lande gebürtig sind, wohin der gerade Weg, von dem Orte ihrer Verhaftung ausgegangen, durch den andern Staat seine Richtung nähme, sollen an die Gränze gebracht und an die nächste Behörde abgeliefert werden, um durch die bewaffnete Macht über die Gränzen des besagten Staats geführt zu werden.

Art. 24. Es werden als Landstreicher oder Leute, die sich nicht gehörig ausweisen können, angesehen:

1) Alle diejenigen, welche weder einen bestimmten Wohnsitz, noch Mittel des Unterhalts, weder Handthierung, noch Gewerbe, die sie wirklich ausüben, noch gültige Reisepässe haben;

2) Jeder verkleidete Bettler, oder der sich krank stellt, oder einen erdichteten Namen annimmt, oder Waffen bei sich führet, auch wenn er sie weder gebraucht, noch damit gedrohet hätte, wenn er keine gesetzmäßige Erlaubniß, sie zu tragen, vorweisen kann, oder der mit Feilen und Haken und andern Instrumenten versehen ist, die dazu dienen können,

délits, soit à procurer des moyens d'entrer dans les maisons.

ART. 25. A l'effet de ce que dessus, les gendarmes ou officiers de police, chargés de l'extradition des vagabonds et gens sans aveu, devront se concerter avec les autorités voisines des frontières, pour fixer le jour et le mode de la remise desdits individus.

Il ne pourra être répété aucuns frais pour les arrestations et extraditions desdits vagabonds et gens sans aveu.

ART. 26. Les deux gouvernemens donneront les ordres les plus formels pour empêcher que les vagabonds et gens sans aveu, arrêtés dans l'un des deux Etats, ne soient jetés sur le territoire de l'autre Etat.

TITRE IV.

Du passage des Troupes et des Escortes.

ART. 27. Lorsqu'en tems de paix les troupes et les transports militaires de l'une des deux hautes parties contractantes devront traverser le territoire de l'autre, il devra en être préalablement fait la demande formelle.

ART. 28. Il sera nommé des commissaires respectifs pour régler de concert tout ce qui sera relatif à la marche des troupes, à la route qu'elles

entweder Diebstähle oder andere Verbrechen zu begehen, oder die Mittel zu verschaffen, in die Häuser zu gelangen.

Art. 25. Um obige Bestimmungen in Ausföhrung zu bringen, sollen sich die Gendarmen (Landdragoner) oder Polizeibeamten, welche mit der Auslieferung der besagten Landstreicher, oder Leute, die sich nicht gehörig ausweisen können, beauftragt sind, mit den angränzenden Behörden wegen Festsetzung des Tages und der Art der Uebergabe besagter Individuen benehmen.

Für die Arrestation und Auslieferung der besagten Landstreicher und derjenigen Leute, die sich nicht gehörig auszuweisen im Stande sind, soll keine Rückerstattung der Kosten verlangt werden können.

Art. 26. Die beiden Gouvernements werden die gemessensten Befehle geben, um zu verhindern, daß die in dem einen Staate verhafteten Vagabunden und Leute, die sich nicht ausweisen können, nicht auf das Gebiet des andern Staates ausgesetzt werden.

Titel 4.

Vom Durchmarsche der Truppen und von den Bedeckungen.

Art. 27. Wenn in Friedenszeiten Truppen und Militairtransporte eines der beiden hohen contrahirenden Theile durch das Gebiet des andern ziehen müssen, so soll vorher förmlich darum angesucht werden.

Art. 28. Es sollen von beiden Seiten Commissarien ernannt werden, um einverständlich alles dasjenige anzuordnen, was sich auf den Marsch der Truppen, auf den Weg den sie zu nehmen haben, und

devront suivre, et aux jours de repos et de séjour qui leur seront accordés.

ART. 29. Les habitans des lieux où les troupes passeront, ne seront tenus de fournir que le logement pour les hommes et les chevaux, le feu et la lumière. Les troupes seront obligées de payer comptant tous les autres objets dont elles auront besoin, et à cet effet il leur sera accordé, par leur gouvernement, une indemnité de route.

ART. 30. Les chevaux de transport qui seront fournis par les habitans, leur seront payés; mais les conducteurs seront exempts des droits de chausée et de péages.

ART. 31. Afin de prévenir toutes contestations, le prix des vivres, des fourrages, du louage des chevaux, etc., sera fixé par un tarif particulier, dressé par les commissaires chargés respectivement de régler la route des troupes et des transports militaires.

ART. 32. L'établissement d'un corps de troupes aux frontières des deux Etats pour l'escorte des diligences, entraînant des frais et des inconvéniens, il est convenu de suivre ce qui se pratiquait autrefois. En conséquence les troupes westphaliennes escorteront, sans réquisition préalable, les diligences et chariots de poste depuis Marbourg jusqu'à Giessen, et réciproquement les troupes hessoises les escorteront depuis Giessen jusqu'à Marbourg, le tout sans aucune indemnité.

auf die denselben bewilligten Kost; und Stillstandstage beziehet.

Art. 29. Die Einwohner der Orte, durch welche die Truppen gehen, sollen nur gehalten seyn, Quartier für die Mannschaft und Pferde, und Feuer und Licht zu geben. Die Truppen sind verbunden, alle übrigen Gegenstände, welche sie brauchen, baar zu bezahlen, und es wird ihnen zu diesem Ende von ihrem Gouvernement eine Marschzulage bewilligt werden.

Art. 30. Die von den Einwohnern zu liefernden Transport-Pferde sollen denselben bezahlt werden, jedoch sollen die Conducteurs von der Bezahlung der Weggelder und Zölle frei seyn.

Art. 31. Um allen Streitigkeiten zuvor zu kommen, soll der Preis der Lebensmittel, des Futters, der Pferde, Miethe und so weiter, durch einen besondern Tarif festgesetzt werden, den die mit der Anordnung des Truppenmarsches und der Militär-Transporte beauftragten beiderseitigen Commissarien zu verfertigen haben.

Art. 32. Da die Aufstellung eines Truppencorps an den Gränzen beider Staaten, zur Bedeckung der Diligencen, Kosten und Schwierigkeiten mit sich führt, so soll die ehemalige Verfahrungsart beibehalten werden. Die Westphälischen Truppen sollen demnach ohne vorgängige Requisition, die Diligencen und Postwagen von Marburg bis Gießen, und umgekehrt, die hessischen Truppen sie von Gießen bis Marburg, und in beiden Fällen ohne irgend eine Vergütung, begleiten.

TITRE V.

Additions au titre sept de la Convention du 3 juin ().*

ART. 33. Le titre sept de la Convention du 3 juin dernier, concernant les délits forestiers, continuera

(*) TITRE VII de la Convention conclue entre la Westphalie et la Hesse, le 3 juin 1810.

Des délits forestiers réciproques des sujets.

ART. 1^{er}. Les délits forestiers commis par les sujets de l'une des hautes parties contractantes dans les forêts de l'autre, seront jugés par les juges du territoire où ils auront été commis. A cet effet les délinquans y seront arrêtés et détenus jusqu'après jugement et exécution de leur peine, et s'ils n'ont pu être saisis, ils seront délivrés par le Gouvernement dont ils sont sujets, à celui dans le territoire duquel ils ont délinqué, s'il y a lieu à peine afflictive.

ART. 2. Si le délit n'est susceptible que d'amende, le Gouvernement dont les délinquans sont sujets leur fera intimer, à la réquisition de l'autre Gouvernement, la citation à comparaître devant le tribunal ou officier public juge du lieu du délit.

ART. 3. A défaut de comparution, les délinquans seront jugés par contumace et le tribunal ou officier public de leur domicile fera exécuter le jugement rendu contre eux sans aucune révision et sans aucun adoucissement. Il en sera de même pour l'exécution des jugemens rendus contre les délinquans qui, ayant comparu, n'auront pas satisfait à la peine à laquelle ils auront été condamnés.

Titel 5.

Zusätze zu dem siebenten Titel der Uebereinkunft vom 3ten Junius (*).

Art. 33. Der siebente Titel der Uebereinkunft vom 3ten Junius dieses Jahrs, die Forstfrevel betreffend

(*) Siebenter Titel der, am 3ten Junius 1810 zwischen Westphalen und Hessen abgeschlossenen Convention.

Von Forstvergehen und wechselseitiger Sistrung der Frevler.

Art. 1. Die von den Unterthanen des einen der hohen contrahirenden Theile, in den Waldungen des andern, verübten Forstvergehen und Frevel, sollen von dem Richter des Orts, wo solche Verbrechen begangen sind, untersucht und bestraft werden.

Zu Erreichung dieser Absicht sollen die Uebertreter, wenn von einer Leibesstrafe die Rede ist, verhaftet, und bis nach dem Urtheile, und der Vollziehung der Strafe gefänglich angehalten werden.

Falls man sich ihrer Person nicht hätte versichern können, sollen sie von ihrer Landesherrschaft an dasjenige Gouvernement abgeliefert werden, in dessen Gebiet das Vergehen verübt ist.

Art. 2. Steht auf dem Vergehen bloß eine Geldbuße, so ist das Gouvernement, dessen Unterthanen sich dessen schuldig gemacht haben, verpflichtet, seinen denunciirten Unterthanen, auf Requisition der andern Regierung, die Vorladungen zu insinuiren, vermöge deren sie vor dem Tribunal, oder einer sonstigen Gerichtsbehörde, als Richter des Orts wo der Frevel verübt worden ist, erscheinen sollen.

Art. 3. Im Nichterscheinungsfalle soll gegen die Frevler in contumaciam erkannt werden. Die Gerichtsbehörde ihres Wohnorts hat auf erhaltene Requisition, das Urtheil ohne Revision, oder Minderung zum Vollzug zu bringen; eben so soll es auch mit Vollstreckung der, gegen die erschienenen Forstfrevler ergangenen Erkenntnisse gehalten werden, wenn sie die Geldstrafen, wozu sie verurtheilt sind, nicht auf der Stelle erlegt haben.

de recevoir son exécution à l'égard de tous individus non militaires.

ART. 34. Les militaires prévenus de délits forestiers, ne pourront être jugés et condamnés que suivant les lois et par les autorités de l'Etat qu'ils servent, comme si le délit avait été commis sur le territoire dudit Etat.

ART. 4. Les tribunaux ou officiers publics des deux puissances déféreront respectivement aux réquisitions qu'ils se feroat, ou qui seront faites par des gardes forestiers, pour des visites domiciliaires tendantes à constater l'existence des bois volés, et à toutes autres réquisitions qui pourraient être utiles pour l'instruction des procès et pour la conviction des prévenus.

ART. 5. Dans le cas d'insolvabilité des condamnés, ils seront livrés à la justice qui les aura jugés, pour subir la peine que les lois du pays prononcent en remplacement des amendes et indemnités, qui ne peuvent être acquittées.

ART. 6. Les délits forestiers commis, depuis le commencement de mil huit cent huit, par les sujets de l'une des hautes parties contractantes dans les forêts de l'autre partie, seront recherchés et jugés en tant que cela sera possible, suivant les règles établies dans les articles précédens.

ART. 7. Les maires et baillis dans les communes frontières recevront les ordres les plus précis de veiller exactement à ce que leurs administrés ne causent aucun dommage dans les forêts qui appartiennent à l'autre Gouvernement. Ils seront tenus, sous leur propre responsabilité, s'il y a des délits forestiers commis, de faire les plus exactes recherches pour la conviction et punition des coupables.

Pour extrait conforme:

Le Secrétaire-général,

Signé, H u e o t.

fend, soll in Hinsicht aller Individuen, die keine Militairpersonen sind, seine ununterbrochene weitere Vollziehung erhalten.

Art. 34. Die wegen Forstfrevel angeschuldigten Militairpersonen sollen nur nach den Gesetzen und durch die Behörden desjenigen Staats, welchem sie dienen, eben so gerichtet und verurtheilt werden, als wäre der Frevel auf dem Gebiete selbigen Staates begangen worden.

Art. 4. Es sollen die Tribunale und alle Gerichtenstellen der beiden Staaten wechselseitig die von Gerichten und Forstbedienten zu Entdeckung der Forstfrevler verlangten Hausfuchungen mit Bereitwilligkeit und unberlängert zum Vollzug bringen, so wie sich allen sonstigen Requisitionen willfährig bezeugen, die entweder auf die Instruction der Untersuchung oder Ueberführung der Verbrecher gerichtet sind.

Art. 5. Im Fall einer bei den verurtheilten Forstfrevlern sich äuffernden Zahlungs-Unfähigkeit, sollen dieselben an diejenige Gerichtsstelle, welche gegen sie erkannt hat, abgeliefert, und die anstatt der Geldbuße und des Schadensersatzes nach den Landesgesetzen eintretende Strafe, an ihnen vollzogen werden.

Art. 6. Die seit dem Anfange des Jahres 1808 von den Unterthanen der hohen contrahirenden Theile in den Waldungen des andern verübten Forstfrevel, sollen noch, in so weit es thunlich ist, untersucht und bestraft werden, wobei die in den vorhergehenden Artikeln festgesetzten Vorschriften zu beobachten sind.

Art. 7. Den Beamten und Maires der Grenzgemeinden soll aufgegeben werden, darauf ins besondere zu sehen, daß ihre Untergebene in den Waldungen des andern Staates keine Forstfrevel begehen, und sie sollen zugleich bei Vermeidung persönlicher Verantwortlichkeit angewiesen werden, bei vorkommenden Forstfreveln, alsbald die zu Entdeckung und Bestrafung der Uebertreter dienenden Nachforschungen und Maßregeln zu ergreifen.

Für die Treue des Auszugs.

Der General-Secretair.
Unterzeichnet, H u g o t.

ART. 35. A cet effet, les autorités du lieu où le délit aura été commis, transmettront à celles qui devront juger le prévenu, les procès-verbaux et pièces constatant le délit, pour, par lesdites autorités, instruire et juger le procès dans le plus bref délai.

Si le prévenu a été arrêté dans le lieu du délit, il sera de suite livré aux autorités qui doivent le juger.

ART. 36. Les gardes et agens forestiers, la gendarmerie et toutes autres autorités qui auront fait l'arrestation ou constaté le délit, pourront assister à la procédure, désigner les témoins à entendre, et l'autorité qui doit juger sera tenue de déférer aux réquisitions qui lui seront faites à cet égard.

ART. 37. Le recouvrement des amendes et des dommages et intérêts auxquels les coupables auront été condamnés, sera poursuivi par la puissance sous l'autorité de laquelle le jugement aura été rendu, et le produit en sera remis à celle du lieu du délit, pour être distribué à qui de droit.

En cas d'insolvabilité du condamné, il sera soumis à une peine corporelle ou autre, suivant les lois de son pays, et on en prévendra l'autorité étrangère qui l'aura dénoncé.

Art. 35. Zu diesem Zwecke sollen die Behörden des Orts, wo der Frevel begangen worden ist, die Protocolle und über den Frevel vorhandenen Beweisstücke an diejenigen Behörden übersenden, welche den Angeklagten zu richten haben, damit sie in kürzester Zeitfrist die Untersuchung einleiten und entscheiden können.

Ist der Angeschuldigte im Orte des begangenen Frevels verhaftet worden, so soll er sogleich an die Behörden, die über ihn zu richten haben, abgeliefert werden.

Art. 36. Die Forstbedienten und Aufseher, die Gendarmerie (Landdragoner) und alle andere Behörden, welche die Verhaftnahme vollzogen, oder den Frevel constatirt haben, sollen dem gerichtlichen Verfahren beiwohnen und die abzuhörenden Zeugen bemerken machen können, und die Behörde, welche zu richten hat, soll allen desfalls ihr geschehenen Requisitionen zu willfahren gehalten seyn.

Art. 37. Die Eintreibung der Strafgeelder, des Schadenersatzes und der Unkosten, wozu die Strafbaren werden verurtheilt werden, ist von Seiten derjenigen Macht zu veranstalten, unter deren Obrigkeit das Urtheil ergangen ist, und der Ertrag davon soll der Behörde des Orts, wo der Frevel verübt wurde, zur Auszahlung an die, welche ein Recht daran haben, übergeben werden.

Im Falle der Zahlungsunfähigkeit des Verurtheilten soll derselbe nach den Gesetzen seines Landes einer körperlichen oder andern Strafe unterworfen werden, und man wird die fremde Behörde, die ihn denuncirt hat, davon benachrichtigen.

ART. 38. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux militaires prévenus de délits de chasse.

TITRE VI.

Dispositions générales.

ART. 39. Les ordres les plus précis seront donnés à toutes les autorités des deux Etats, pour l'exécution de la présente Convention, à compter du premier janvier prochain. Les autorités qui se rendraient coupables de négligence dans son exécution, seront sévèrement punies.

ART. 40. Aussitôt après l'échange des ratifications de la présente Convention, elle sera imprimée, avec une traduction allemande, et publiée dans la forme usitée pour les lois dans les deux Etats.

La présente Convention pourra être révoquée à la volonté des deux hautes parties contractantes, en s'en prévenant une année d'avance.

ART. 41. La présente Convention sera ratifiée par les deux Souverains contractans, et les ratifications seront échangées dans l'espace de deux mois, ou plus tôt, s'il est possible.

En foi de quoi nous plénipotentiaires de S. M. le Roi de Westphalie et de S. A. R. le Grand-

Art. 38. Obige Bestimmungen finden ihre Anwendung auf die als Jagdsrevler angeklagten Militairpersonen.

Titel 6.

Allgemeine Bestimmungen.

Art. 39. Den Behörden beider Staaten sollen die bestimmtesten Befehle gegeben werden, gegenwärtige Uebereinkunft vom 1sten Januar künftigen Jahres an gerechnet, in Vollziehung zu setzen.

Die Behörden, welche sich bei dieser Vollziehung einer Nachlässigkeit schuldig machten, sollen auf das schärfste bestraft werden.

Art. 40. Sogleich nach erfolgter Auswechslung der Ratificationen gegenwärtiger Uebereinkunft, soll dieselbe, nebst einer deutschen Uebersetzung, gedruckt, und in der in beiden Staaten, rücksichtlich der Verordnungen, gebräuchlichen Form, öffentlich bekannt gemacht werden.

Die gegenwärtige Uebereinkunft kann, nach dem Willen der beiden hohen contrahirenden Theile, aufgehoben werden, nur müssen sie sich ein Jahr vorher davon benachrichtigen.

Art. 41. Die gegenwärtige Uebereinkunft soll von den beiden contrahirenden Souverains ratificirt und die Ratificationen sollen innerhalb zwei Monaten, oder wo möglich, noch früher ausgewechselt werden.

Zur Beglaubigung dessen haben Wir Bevollmächtigte Seiner Majestät, des Königs von Westphalen, und Seiner königlichen Hoheit, des Großherzogs
N^o 51. 3

(542)

Duc de Hesse, avons signé la présente Convention,
et y avons fait apposer nos cachets respectifs.

Fait et signé à Darmstadt le 6 novembre 1810.

Signé, SIMÉON. *Signé*, LE BARON DE LICHTENBERG.

Certifié conforme :

Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé, COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

Certifié conforme :

Le Ministre de la Justice,

SIMÉON.

(543)

von Hessen die gegenwärtige Uebereinkunft unter-
zeichnet, und Unsere respectiven Siegel beigedruckt.

So geschehen und unterzeichnet zu Darmstadt,
den 6ten November 1810.

Unterschr. Simeon. Unterschr. Freih. v. Lichtenberg.

Als gleichlautend bescheinigt :

Der Minister Staats-Secretair.

unterscrieben, Graf von Fürstenstein.

Als gleichlautend bescheinigt :

Der Justizminister.

Simeon.
